

Entretien avec le compagnon et prisonnier anarchiste Francisco Solar (Chili)

Dans ce quatrième entretien, nous avons engagé un dialogue avec notre compagnon anarchiste Francisco Solar, afin de servir de relais pour diffuser ses propos et approfondir divers sujets. Son point de vue et sa participation à des projets revêtent une importance capitale, car ils rompent avec l'inaction que les prisons cherchent à imposer. Tout au long de cette conversation, nous avons abordé non seulement des aspects liés à son expérience personnelle en prison, mais aussi des réflexions politiques plus larges sur les luttes en cours et les défis auxquels est confronté le milieu anarchiste.

Comment vas-tu aujourd'hui ? Pourrais-tu nous parler un peu de ton expérience à la prison de La Gonzalina ? Quelles différences constates-tu entre les systèmes pénitentiaires européens et chiliens ?

Cela fait près d'un an que j'ai quitté le quartier de haute sécurité où j'ai passé près de cinq ans pour intégrer un quartier de sécurité renforcée où la routine quotidienne est normale, ce qui signifie concrètement huit heures dans la cour et la possibilité de bénéficier de visites conjugales.

Dans ces conditions, ma situation est clairement plus favorable, car je ne suis plus soumis aux restrictions d'un quartier de sécurité maximale. Cependant, le fait de partager le quotidien avec les compagnon.nes anarchistes déjà présent.es dans ce quartier rend la vie carcérale beaucoup plus supportable. Échapper, ne serait-ce que momentanément, aux dynamiques autoritaires néfastes qui existent parmi les prisonnier.es et essayer de cultiver des relations contraires à celles-ci est un défi et une lutte constante qui impliquent un questionnement perpétuel. Il est clair que nous ne sommes pas une île au sein de cette aile ; nous sommes aux prises

avec des contradictions et, évidemment, nous reproduisons parfois des comportements que nous prétendons rejeter. Néanmoins, notre dynamique – celle des prisonnier.es anarchistes est différente de celle du reste des détenu.es. Nos relations ne reposent pas sur l'autoritarisme pur et dur des autres prisonnier.es, et cela est évident.

Ma routine est rythmée par le sport dans la cour, les conversations et les promenades avec mes codétenu.es, ainsi que la lecture. Comme je l'ai déjà mentionné dans d'autres textes, il est important d'avoir une routine, ce qui me permet, du moins dans mon cas, de conserver une certaine lucidité mentale et d'éviter de tomber dans le piège de l'épuisement carcéral.

Les différences entre les systèmes pénitentiaires chilien et espagnol résident principalement dans le contrôle. Le système pénitentiaire espagnol a réussi, grâce à des ajustements constants et prolongés de ses stratégies de contrôle, à discipliner la vie à l'intérieur de la prison. Par le biais du FIES (Régime spécial pour les détenu.es) et des politiques de dispersion, l'administration pénitentiaire espagnole a pacifié les prisons de l'État espagnol, allant même jusqu'à faire des prisonnier.es leurs propres geôliers, comme on peut le constater dans les « modules de respect » (modules pénitentiaires) de plus en plus nombreux.

Si le système pénitentiaire chilien s'oriente vers un modèle de contrôle « espagnol » (ou européen), il est encore loin de l'avoir atteint. Les mécanismes de contrôle sont considérablement plus précaires et inefficaces, ce qui conduit, entre autres, à l'établissement de certaines « règles » imposées par les détenu.es eux-mêmes au sein de la vie carcérale. Ces règles reposent sur un autoritarisme extrême qui produit et reproduit des relations s'apparentant à de l'esclavage pur et simple parmi les détenu.es.

Quelle importance ont eu et ont encore les projets de contre-information ? Penses-tu qu'ils restent un moyen de dialogue et de propagande anarchiste ? Ont-ils perdu du terrain face aux réseaux sociaux ?

L'importance des médias de contre-information dans le renforcement des milieux anarchistes est indéniable. Ce n'est pas un hasard si, à une époque où les espaces anarchistes se multipliaient, où les initiatives anti-autoritaires proliféraient et où les attaques étaient incessantes, des organes de contre-information tels que Publicación Refractario, Contrainfo, Liberación Total et Material Anarquista, entre autres, ainsi que divers journaux anarchistes imprimés, ont constitué une partie importante du réseau anarchiste qui complétait le travail actif de ces années-là.

Outre les informations qu'ils fournissaient, qui nous permettaient de rester informés de ce qui se passait dans nos milieux, ces médias constituaient et continuent de constituer des espaces de promotion et de développement des débats qui ont donné vie à notre mouvement. Ces débats approfondis ont favorisé des réflexions et des prises de position impossibles à développer sur les plateformes éphémères d'Instagram.

En ce sens, je pense que les réseaux sociaux et leur instantanéité ont nui à la qualité des arguments et, par conséquent, à la force de nos positions. Il est évident que les médias de contre-information ont cédé du terrain aux réseaux sociaux, qui sont aujourd'hui présentés comme le lieu même où mener la lutte. Il ne reste plus grand-chose des réflexions élaborées et minutieuses, qui ont cédé la place aux slogans creux et au culte de l'esthétique caractéristiques des réseaux sociaux.

Le déclin des moyens de contre-information est un autre exemple de la perte de pouvoir et de la stagnation de notre mouvement. L'importance et la prépondérance des réseaux sociaux reflètent notre manque croissant de réflexion et notre incapacité à générer des idées.

Dans le texte « Un dialogue complice nécessaire », tu fais allusion au concept d'« actions anarchiques à grande échelle », tandis que dans « Les risques de la multiformité », tu poses la question suivante et avances l'argument suivant : « Les actions à grande échelle sont-elles identiques aux actions "simples" ? Placer un engin explosif dans un commissariat de police revient-il à taguer un mur ou à faire une banderole ? Clairement non. Elles ne sont pas identiques dans leur planification, leur engagement ou ce qui est en jeu. Elles ne sont pas identiques en termes d'impact ou de répercussions qu'elles génèrent. » À la lecture de ces déclarations, on remarque tu utilises le concept de « grande échelle » pour définir les actions directes destructrices, tandis que tu utilises « simple » pour définir les actions de propagande. Cependant, ces deux définitions sont classées dans la catégorie des « actions ». Faut-il alors redéfinir le concept d'« action », ou l'adjectif qui le suit suffit-il ?

Je pense que l'essentiel dans le langage, qu'il soit écrit ou parlé, c'est que ce que l'on cherche à communiquer soit compris. D'après ta question, j'ai l'impression d'avoir été parfaitement clair dans ce que j'ai essayé d'exprimer dans ces textes ; la fonction du langage a donc rempli son rôle dans ce cas précis. Par conséquent, peu importe comment on nomme ce que l'on veut exprimer, tant que le sens est finalement compris.

Or, toute action implique une énergie qui modifie la réalité d'une manière ou d'une autre ; ainsi, réaliser une banderole et l'accrocher est clairement une action, tout comme créer une fresque murale ou tapisser les rues de la ville d'affiches. De toute évidence, poser un engin explosif, tirer sur la police ou mener toute autre attaque complexe constitue également une action pour la même raison que celle évoquée ci-dessus. Cependant, comme je l'indique dans mes écrits, ces actions présentent des différences qui empêchent de les évaluer de la même manière. Il est donc important de faire une distinction dans le langage lorsqu'on les aborde, car il est évident que nous ne parlons pas du même type d'actions.

Actions complexes, actions à grande échelle, attaques révolutionnaires violentes : ce sont des termes que j'utilise pour désigner le même type d'action. Il s'agit d'événements qui, en raison de leurs caractéristiques, impliquent des risques plus importants, un niveau de prise de décision différent, entre autres aspects, ce qui les différencie des autres types d'actions. En fin de compte, étant donné que ces dernières sont elles aussi des actions, je pense qu'il est plus approprié de qualifier les premières d'un adjectif afin de mettre en évidence leur différence et leurs particularités.

Cómplices Sediciosos / Fracción por la Venganza revendique l'envoi de deux colis piégés au commissariat n° 54 de Huechuraba et au bureau de l'ancien ministre de l'Intérieur Rodrigo Hinzpeter, une attaque dont tu as par la suite assumé la responsabilité. Le communiqué précise : « Nous avons pris toutes les mesures de sécurité nécessaires pour garantir que les engins n'explosent qu'entre les mains des cibles visées par notre action. Nos ennemis sont clairement identifiés ; nous ne souhaitons ni ne cherchons à nuire ou à blesser quiconque d'autre (...). » Peut-on interpréter cela comme une distinction entre violence sélective et violence aveugle ? Si oui, comment expliquerais-tu les différences entre violence sélective et violence aveugle ?

Comme je l'ai indiqué dans ma plaidoirie finale lors du procès, les actes de violence anarchistes n'ont jamais été aveugles. Historiquement, ils ont toujours visé des individus, des groupes de personnes ou des symboles qui détiennent ou représentent le pouvoir. Ce sont les fascistes qui ont perpétré des attaques aveugles, comme l'illustre le massacre de la gare de Bologne en Italie en 1981.

De plus, il y a quelques années, un courant misanthrope a émergé, qui a tenté, sans grand succès, de mener des attaques aveugles. Sa position, plus proche d'une posture religieuse en raison de ses connotations clairement sacrées, était truffée de contradictions, ce

qui l'a fait disparaître aussi vite qu'elle était apparue. Elle ne mérite pas d'être analysée plus avant.

Pour revenir à la question : les attaques aveugles sont celles dont les cibles sont n'importe qui ; les lieux visés sont donc généralement des espaces ouverts, et plus ils sont bondés, mieux c'est. Les arrêts de bus bondés, les marchés en plein air, entre autres, constituent des lieux idéaux en raison des foules importantes qu'ils attirent. Les attaques ciblées, en revanche, sont celles qui visent, comme je l'ai mentionné, des représentants, des détenteurs ou des symboles du pouvoir. Ce sont des attaques menées contre nos ennemis. Ce sont des actions complexes qui, dans la plupart des cas, se passent d'explications.

Je comprends bien que nous sommes tous responsables, à des degrés divers, du maintien et de la reproduction de l'oppression ; cependant, ce n'est pas une raison pour considérer chaque être humain comme une cible. Nos actions doivent nécessairement viser haut, toujours plus haut, afin, entre autres, d'envoyer un signal aux dirigeants pour leur faire comprendre que leurs décisions finiront par entraîner une riposte décisive.

On observe un recul général des actions, qu'il s'agisse d'incendies criminels dans les universités et les lycées, d'incursions nocturnes telles que des blocages de rues, de barricades un peu partout dans la ville, ou encore d'incendies criminels et/ou d'actions à l'explosif. Peux tu analyser ce phénomène ? Est-ce dû à la répression policière constante et au renforcement de la sécurité dans la ville ? Ou est-ce une conséquence de ce que tu soulèves dans le texte « Réflexions sur la liberté », lorsque tu critiques la phrase : « “J'ai la liberté de faire ce que je juge approprié, voire, le moment venu, de rompre les engagements pris” » ? Car « tel est l'argument (ou la phrase) brandi sous cette conception néfaste de la liberté individuelle, qui n'est rien d'autre qu'une justification puérile de l'irresponsabilité. Cela rend non seulement toute initiative commune irréalisable, car cela engendre la méfiance, mais cela jette également par-dessus bord la cohérence qui est le

résultat du travail historique des compagnon.nes qui nous ont précédés et qui est valorisée comme faisant partie de notre arsenal théorique et pratique qui nous distingue des autres tendances révolutionnaires. »

Comme tu le soulignes à juste titre, le déclin des actions de grande envergure sur ce territoire est perceptible et indéniable. Et je crois que cela ne se limite pas à ce domaine, mais qu'il s'agit d'un phénomène présent dans pratiquement tous les aspects de nos pratiques. Je pense que nous vivons un changement de cycle qui implique la fin d'un processus et, nécessairement, le début d'un autre. Les approches et les pratiques de l'anarchisme insurrectionnel, de l'anarchisme nihiliste ou de l'anarchisme révolutionnaire ont perdu de leur force et ne suscitent plus l'intérêt qu'elles suscitaient il y a quelques années. En ce sens, je pense qu'il est important de prendre conscience de ce changement de cycle, de reconnaître ce déclin, afin que, sur la base de cette observation, nous puissions agir et surmonter cette période d'inaction.

Certes, la diminution des relais de contre-information, ainsi que la disponibilité et la pérennité limitées des espaces physiques où nous pouvons nous réunir pour échanger des idées et mener des activités, font partie de ce déclin général qui affecte notre mouvement.

En ce qui concerne la diminution des actions de grande envergure, je pense que les mesures répressives et, surtout, la sévérité des peines ont atteint leur objectif : intimider et démobiliser une grande partie du secteur anarchiste combatif qui, à quelques exceptions près, n'a pas été en mesure de riposter à ces coups. De plus, le parquet du Sud, sous la direction du procureur Orellana et d'une petite équipe de policiers, a effectivement démantelé pratiquement tous les groupes d'action qui menaient des attaques constantes. La répression a donc bel et bien contribué à ce déclin.

Le manque d'engagement sincère inhérent à cette étrange conception de la liberté individuelle représente, à mon sens, un

élément transversal qui non seulement influence l'inaction actuelle, mais constitue également l'un des fondements de notre déclin général. Ne pas tenir ses promesses ou négliger des engagements pris librement témoigne d'un manque de rigueur et de sérieux de plus en plus répandu dans nos milieux. Je crois que c'est à la fois une cause et une conséquence de la situation actuelle. Cette situation, ainsi que ce qui a déjà été mentionné, découle de causes plus larges, dépassant le monde anarchiste, qui nous affectent et nous touchent tous.

On assiste à une sorte de désillusion générale vis-à-vis de l'élan révolutionnaire, provoquée par l'issue du soulèvement d'octobre. Un événement d'une telle ampleur, animé d'une volonté clairement anti-autoritaire, que beaucoup d'entre nous rêvaient de vivre, et dont l'issue a été marquée par l'institutionnalisation puis par la montée du post-fascisme, a engendré un sentiment de défaite dans une grande partie du monde subversif, voire rebelle. Et cela a évidemment touché nos milieux également.

Alors que toute cette colère exprimée depuis octobre 2019 aurait pu déboucher sur la prolifération de groupes de combat autonomes (comme ce fut le cas en Italie dans les années 1970), elle s'est rapidement transformée en un climat axé sur la démobilisation, qui n'a fait que s'intensifier au fil des ans.

Je le répète : il est essentiel de reconnaître ce déclin, de l'exprimer et de l'analyser, afin d'explorer collectivement les moyens de sortir de cette impasse et de redynamiser l'anarchie.

Les compagnon.nes de Nueva Subversión, dans leur brochure « Nous sommes un vent ancien, qui persiste dans son souffle », réfléchissent aux groupes d'action et à leur environnement, affirmant que « nous sommes confrontés au défi de savoir comment développer des pratiques illégales tout en restant en phase avec notre environnement, afin de ne pas nous isoler ni perdre de vue les perspectives qui émergent des tensions croissantes. Le défi de maintenir un sentiment d'interaction renforce de manière exponentielle la vitalité de notre

résistance, faisant de l'amplification de l'atmosphère subversive un danger pour les ennemis de la liberté. » Que peux tu nous dire sur le lien entre le public et l'illégalité, sur la participation à des activités et/ou à des projets tout en menant simultanément des actions ? Est-il viable de maintenir la coexistence entre ces deux initiatives ?

Tout d'abord, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance envers le projet « Nueva Subversión » et toutes les cellules et groupes qui le composent. En ces temps difficiles que nous traversons (décrits dans les questions précédentes), lancer un projet offensif et se lancer dans l'action est admirable compte tenu de la complexité de la situation. Alors que tout incite à la passivité, que l'intimidation a imprégné une grande partie de notre société et que la prise de risque semble appartenir au passé, cette initiative intéressante surgit, défiant tout sentiment de défaitisme. Malgré ses apparitions de plus en plus sporadiques, elle démontre que cette posture insurrectionnelle, qui s'exprime à travers les actions, persiste encore.

Cependant, je crois qu'il est essentiel de maintenir ce lien entre l'action illégale et la participation dans les espaces publics. S'isoler au sein du groupe d'action conduit à des pratiques bureaucratiques qui entravent l'ouverture d'esprit nécessaire. S'il est possible de se tenir informé des débats et de la production d'idées grâce à la contre-information en ligne, je crois qu'une présence réelle dans les espaces publics nous permet d'affiner les nuances de la réflexion collective. Elle nous permet de maintenir ce lien en face à face avec nos compagnon.nes qui enrichit nos perspectives et nos positions.

Néanmoins, compte tenu des progrès technologiques en matière de sécurité et de contrôle, je pense qu'il est essentiel de repenser cette position.

Comme je l'ai exposé dans le texte « La corde raide », il est nécessaire de comprendre les expériences de combat clandestin pour en tirer des enseignements. Le contrôle devient de plus en

plus étouffant, et le réseau de caméras de surveillance dans la ville est chaque jour plus difficile à contourner ; nous devons donc nécessairement envisager la clandestinité comme une option. Une véritable clandestinité qui permette une plus grande liberté de mouvement lorsqu'il s'agit d'agir.

Cette remise en question des positions représente un avantage de l'informalité dans la mesure où son dynamisme inhérent nous permet d'analyser la réalité concrète et d'adapter nos pratiques, qui sont toujours orientées vers le combat. En ce sens, cette réalité étouffante exige une remise en question et la prise en compte de la clandestinité comme une possibilité si l'objectif est de frapper sans relâche.

Dans le texte « Face à une condamnation à perpétuité déguisée, l'action vaut toujours la peine », tu fais remarquer que la stagnation des actions anarchistes pourrait être due à « un effet post-révolte qui, semble-t-il, a entraîné une démobilisation dans divers milieux et chez de nombreuses personnes ». Nous pensons que les effets de la révolte sont toujours présents au sein des cercles anarchistes, depuis l'absence de critique et/ou d'autocritique à l'égard des personnalités qui ont participé aux élections et qui continuent de faire partie de projets anarchistes, jusqu'à l'hybride créé entre les anarchistes qui considèrent la soumission électorale comme une défense des droits sociaux et humains et la rhétorique dépassée selon laquelle un gouvernement de droite exercera davantage de force dans l'État policier, alors que c'est la gauche qui a été responsable du renforcement massif de cette position de contrôle. Penses-tu que les anarchistes ont perdu leur essence anti-étatisme en défendant des questions telles que les droits sociaux et humains ? Comment penses-tu que la réflexion puisse nous permettre de redécouvrir les positions que nous avons défendues ?

Il y a sans aucun doute eu un manque d'autocritique dans nos milieux quant à notre rôle dans le soulèvement et à ce qui aurait pu être fait. L'enthousiasme suscité par la nouvelle Constitution, qui a

conduit de nombreuses personnes de nos milieux à voter « oui » puis, pour couronner le tout, à élire et, dans certains cas, à faire campagne pour Boric, démontre de manière définitive que nous n'entendons pas tous la liberté de la même manière, et que nous ne ramons pas tous dans la même direction.

Avec nos compagnon.nes de la revue Kalinov Most, nous avons écrit plusieurs articles soulignant à quel point il est surprenant de devoir aborder la question de la participation électorale, un sujet qui semblait réglé depuis des années. L'anarchisme s'est historiquement positionné comme détaché des élections et opposé à celles-ci, et il est important de maintenir, voire de renforcer, cette position. C'est pourquoi revenir sur ce sujet nous semble fastidieux et ennuyeux. Le fait que des individus et certains groupes aient participé au cirque électoral démontre qu'à des moments cruciaux et décisifs, il y a des « compagnon.nes » qui abandonnent les principes fondamentaux de l'anarchisme. Cela démontre également que notre mouvement n'est pas aussi solide que nous le pensons, étant donné que certains secteurs embrassent librement des options démocratiques qui n'ont rien à voir avec les nôtres.

Tout au long de cet entretien, j'ai désigné le « mouvement » comme l'ensemble du milieu anarchiste, avec ses différentes tendances qui partagent certains principes fondamentaux se traduisant en pratiques concrètes. Cependant, je comprends également qu'au sein de ces tendances, certaines prônent la création de groupes affinitaires pour faire avancer l'anarchisme. Personnellement, j'adhère à cette dernière approche, car je pense que les groupes affinitaire constituent le moyen le plus approprié pour les anarchistes de se rencontrer, compte tenu de la liberté et du dynamisme qu'ils offrent. Sur cette base, je cultive des liens d'affinité avec des compagnon.nes avec lesquels je partage des idées et des pratiques, et avec lesquels je n'ai évidemment pas de divergences insurmontables.

Par conséquent, je ne pourrais jamais participer à un groupe affinitaire avec des personnes qui choisissent de se présenter aux élections, et encore moins avec celles qui ont décidé de faire

campagne pour un candidat quelconque. Cependant, il s'agit d'une décision individuelle, et c'est à chaque groupe affinitaire d'établir ses propres critères et de s'associer avec qui bon lui semble.

Dans une déclaration publiée en juillet 2021, aux côtés de Mónica Caballero, vous affirmez que « partir du principe que les anarchistes ne devraient s'associer qu'à d'autres anarchistes reflète un purisme et un sectarisme absurdes qui sont sans aucun doute l'expression de l'autoritarisme. Restreindre la coordination et les initiatives de lutte communes à ceux qui se définissent comme « anarchistes » revient à restreindre et à limiter considérablement nos relations et, par conséquent, nos possibilités de développement. C'est se confiner bêtement à des dogmes qui nous restreignent et nous empêchent de nous associer librement. Ainsi, nous voyons comment, au nom de la liberté, certain.es proposent exactement le contraire, en créant des sectes fondées sur des étiquettes. Par là, nous ne voulons pas dire que nous établissons des relations sans discernement ou que nous n'avons aucun filtre. » La lecture de ces mots rappelle un slogan qui circule depuis des années, lié à « l'unité dans l'action ». Nous pensons que le fait de défendre publiquement ces éléments représente un réel danger pour nos valeurs et nos aspirations théoriques en ces temps d'illusion et de passivité. Est-ce vraiment une raison de coexister que d'agir aux côtés de cadres, de militants de base, voire de secteurs qui pourraient justifier des attaques aveugles au nom de l'illégalité ?

Nous revenons sur la question des critères informels librement établis par chaque groupe affinitaire. Je maintiens qu'il est irréalisable et illusoire de tenter d'établir des relations et des liens politiques uniquement avec des compagnon.nes anarchistes. L'expérience vécue lors du soulèvement d'octobre l'a démontré, tout comme la vie quotidienne et les différentes luttes qui ont eu lieu au sein de la prison. Néanmoins, ces liens doivent reposer sur des critères horizontaux ; c'est-à-dire que nous devons veiller à ce qu'aucun groupe (qu'il s'agisse de groupes ou d'individu.es) ne soit

placé.e au-dessus d'un autre. Dès qu'un groupe ou un individu tente de contrôler, de diriger et de prendre les rênes d'un organe de coordination, il faut agir. Soit on écarte la personne qui tente de contrôler, soit on se retire simplement et on cherche d'autres voies fondées sur des relations qui nous conviennent.

Tout comme ce qui précède représente une ligne infranchissable, il en va de même pour le soutien à des positions aveugles et inhumaines, ainsi que pour la participation au cirque électoral, pour les raisons exposées dans la question précédente. Je tiens à préciser que ce que j'ai énoncé se situe au niveau individuel ; c'est-à-dire que ce sont là des raisons suffisantes pour lesquelles je n'établirais aucun lien ni aucune relation politique, que ce soit au sein d'un groupe d'affinité ou dans le cadre d'une coordination plus large. Je ne peux pas, et ce n'est pas à moi, de commenter les relations que d'autres groupes affinitaires établissent ou pourraient établir.

Il va de soi que les groupes affinitaire anarchistes doivent être composés d'individu.es anarchistes, dans la mesure où iels partagent un langage commun, ce qui favorise une plus grande fluidité. Je considère que l'établissement de relations plus larges — pas nécessairement avec d'autres anarchistes — est (et cela a été mon expérience) utile pour la coordination politique et pour les initiatives qui naissent et se développent dans des contextes particuliers, tels que les prisons. Le partage de certains codes subversifs au sein de la prison avec des détenu.es d'autres tendances politiques a permis le développement d'initiatives de lutte intéressantes, démontrant dans la pratique la possibilité, voire l'opportunité, que représente l'élargissement de notre perspective sur les relations politiques.

D'autre part, bien qu'il y ait eu de vastes expériences de coordination horizontale pendant le soulèvement, la création d'une coordination forte et orientée vers l'action aurait, d'une certaine manière, approfondi le conflit en intensifiant les attaques, ce qui aurait élargi nos perspectives.

Récemment, plusieurs compagnon.nes anarchistes de différentes régions sont décédé.es au combat, dans des accidents, par suicide, des suites de maladies, etc. Kyriakos, Belén, Tortuga, Risue, Snizana et Lupi en font partie. Parallèlement, un discours empreint de purisme et de dogmatisme, semblable à celui des groupes de gauche militarisés, s'est répandu, établissant une distinction entre les compagnon.nes mort.es au combat et ceux qui ne l'ont pas été. Considères-tu que le suicide ou la mort naturelle d'un.e compagnon.ne soit une plongée perpétuelle dans l'oubli ? Quelle devrait être la signification, la valeur et la pratique de la mémoire face à la mort de nos compagnon.nes dans la lutte ?

Pour commencer par la fin de la question, je n'ai aucun doute sur le fait que le sens et la pratique de la mémoire doivent nécessairement passer par l'action, loin de toute mentalité de victime et en opposition à celle-ci. Une mémoire qui se traduit en action est la manière la plus appropriée de rendre hommage à nos compagnon.nes tombé.es au combat. Comprendre la mémoire de cette manière renforce le monde anarchiste tourné vers la lutte. Cela renforce sans aucun doute nos pratiques offensives en cherchant à reproduire et à multiplier l'attaque constante.

Cependant, je crois que sur ce point précis, un concept souvent répété dans nos cercles mais rarement mis en pratique entre en jeu. Je fais référence au développement d'une position iconoclaste, comprise comme le rejet de la sacralisation des figures, qu'elles soient humaines ou non. L'exaltation des compagnon.nes mort.es, même ceux et celles d'autres tendances politiques, est une coutume qui imprègne toute la culture subversive de ce territoire, y compris, bien sûr, le monde anarchiste. On parle et on écrit sur l'iconoclasme et la nécessité d'éviter de transformer nos mort.es en héros ou en martyrs, mais en même temps, ils et elles sont élevé.es au rang de figures incontestables, perpétuant, d'une manière ou d'une autre, la tradition de gauche sur cette question. Car je pense qu'il est indéniable que l'exaltation des compagnon.nes mort.es dans nos espaces, tant dans la forme que dans le fond, correspond à un héritage de la gauche militariste.

C'est un élément que nous avons adopté, en le reproduisant, peut-être avec quelques nuances. Je pense que nous devons remettre en question cette continuité.

Il est fondamental de mener une réflexion et de tirer des conclusions collectives concernant la posture iconoclaste nécessaire et la réappropriation de nos morts afin de définir notre propre position, une position exempte de toute forme de sacralisation. Parallèlement, il semble y avoir un besoin urgent de concentrer notre travail sur la réappropriation de nos morts, et je pense que c'est à partir de ce besoin que, ces dernières années, puisqu'aucun.e compagnon.ne n'est tombé.e au combat, nous avons commencé à réapproprier les compagnon.nes qui nous ont quittés pour des raisons et dans des circonstances sans rapport avec la guerre.

Je ne dis pas que ces compagnon.nes doivent être oublié.es. Il est essentiel de cultiver une mémoire active qui les maintienne présent.es à travers l'action. Cependant, leur mémoire doit se concentrer sur l'essentiel, sur les actions que le.a compagnon.ne a menées et pour lesquelles il ou elle nous a quittés dans le monde physique. En fin de compte, le contenu doit prévaloir sur l'image ; sinon, nous ne ferons que créer des héros et des martyrs.

Conclusion, sous forme d'appel à l'action, d'invitation ou de salutations adressées aux compagnon.nes, aux groupes, aux projets, etc.

Je remercie les compagnon.nes d'Informativo Anarquista de m'avoir donné l'occasion d'aborder des questions importantes au sein de nos espaces, qui apportent le dynamisme indispensable pour nous permettre de rester actifs et de continuer à grandir. Merci de me donner l'occasion de continuer à participer aux discussions et aux débats, même si je suis incarcéré. Par cette initiative, vous démontrez que les pouvoirs en place échouent lorsqu'ils tentent de nous réduire uniquement à la figure du « prisonnier », car nous restons des compagnon.nes anarchistes capables d'apporter notre

vision et nos opinions sur des questions qui dépassent le cadre de la prison et ce qui s'y passe.

Salutations aux compagnon.nes anarchistes et subversif.ves qui résistent dans diverses prisons chiliennes. Aux prisonnier.es anarchistes d'Italie et de Grèce, toujours actif.ves. À chaque espace, maison d'édition, magazine et organe de contre-information qui persiste et défend obstinément l'anarchie même dans les moments difficiles. Une accolade particulière à nos compagnon.nes du projet « New Subversion » : leurs luttes sont la joie du prisonnier anarchiste.

*Initialement publié sur Informativo Anarquista le 8 mars 2026.
Traduit pour dingueries.noblogs.org.*